

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22010 - 81ÈME ANNÉE

Autosuffisance alimentaire et énergétique

Co-développement dans l'océan Indien: une urgence pour La Réunion face à la nouvelle guerre du Golfe



En 2008 après les émeutes de la faim, La Réunion accueillait un séminaire sur le co-développement pour l'autosuffisance alimentaire et énergétique. L'idée était de refaire de Madagascar le grenier régional et valoriser la pêche. Aujourd'hui, la guerre du Golfe déclenchée par l'extrême droite américano-israélienne révèle l'urgence de ces solutions. Face à la flambée des prix et aux circuits perturbés, une coopération régionale solide (agriculture à Madagascar, pêche locale, énergies renouvelables) peut protéger La Réunion de la pauvreté et des chocs internationaux. Le co-développement n'est plus une option, mais un rempart.

Alors que les bombardements américano-israéliens embrasent l'Iran et que la nouvelle guerre du Golfe menace de désorganiser le commerce mondial, La Réunion se retrouve une fois de plus en première ligne des crises internationales. Dépendante à plus de 80 % de ses importations alimentaires et énergétiques, l'île risque de subir de plein fouet la flambée

des prix et les incertitudes logistiques. Dans ce contexte, le co-développement durable régional, envisagé dès 2008 lors d'un séminaire à La Réunion, n'apparaît plus comme une simple option de coopération, mais comme une urgence vitale pour renforcer la résilience du pays.

La nouvelle guerre du Golfe révèle la fragilité réunionnaise

L'offensive déclenchée par les régimes d'extrême droite américain et israélien contre l'Iran, membre influent des BRICS, a provoqué une onde de choc économique mondiale. Pour La Réunion, les conséquences sont à attendre : le prix du fret qui explose, les produits de première nécessité qui deviendront plus rares et plus chers. Les pauvres, la plus grande partie des 900000 Réunionnais, déjà étranglés par la vie chère causée par la surrémunération, plongeront un peu plus dans la misère. Cette situation rappelle cruellement

les émeutes de la faim de 2008, qui avaient secoué de nombreux pays et avaient précisément motivé la tenue du séminaire régional sur le co-développement à La Réunion.

À l'époque, experts et décideurs avaient identifié deux axes stratégiques pour sortir de cette dépendance mortifère : l'autonomie énergétique et l'autosuffisance alimentaire. Dix-huit ans plus tard, le constat est amer : ces pistes sont restées lettres mortes, et La Réunion est plus vulnérable que jamais.

Refaire de Madagascar le grenier de l'océan Indien : une solution à portée de main

L'une des propositions les plus prometteuses issues de ce séminaire était de construire une autosuffisance alimentaire à l'échelle régionale en exploitant les complémentarités entre les territoires. Alors que La Réunion, Maurice ou les Seychelles manquent cruellement de foncier agricole, Madagascar dispose de terres arables immenses et sous-exploitées. L'idée de refaire de la Grande Île le "grenier" de l'océan Indien permettrait non seulement d'assurer la sécurité alimentaire des Malgaches, mais aussi de fournir des produits frais et locaux aux îles voisines, à des prix stables et sans spéculation.

Aujourd'hui, cette idée devient une nécessité absolue. La nouvelleguerre du Golfe montre que les circuits longs sont vulnérables aux conflits et à aux profits des spéculateurs. En développant des filières agricoles intégrées à Madagascar, avec des investissements dans les infrastructures de transport et de stockage, La Réunion pourrait sécuriser une partie de son approvisionnement et créer des emplois partout.

La pêche : une ressource stratégique sous-exploitée

Autre pilier du co-développement : la valorisation des ressources halieutiques. L'océan Indien est l'un des réservoirs de poissons les plus riches du monde. Pourtant, La Réunion importe l'essentiel de son poisson, souvent congelé et venu de l'autre bout de la planète. Développer une pêche durable et artisanale dans la zone pourrait créer des dizaines de milliers d'emplois et fournir une protéine animale de qualité à des prix accessibles.

Là encore, la coopération régionale est clé. Il s'agit de former des pêcheurs, de construire des infrastructures portuaires adaptées, d'organiser des circuits de commercialisation

courts. Les accords de pêche avec les pays voisins doivent être repensés dans un esprit de bénéfice mutuel, et non de simple exploitation. Les Européens doivent cesser de piller gratuitement notre océan. La guerre actuelle, en perturbant les routes maritimes, renforce l'urgence de cette autosuffisance.

L'autonomie énergétique : un bouclier contre les chocs

Le deuxième axe du co-développement concernait l'énergie. La Réunion dispose d'un potentiel considérable en énergies renouvelables (solaire, photovoltaïque, biomasse, énergie marine). Pourtant, elle reste largement dépendante des énergies importées, dont les prix s'envolent dès qu'un conflit éclate au Moyen-Orient.

Une stratégie de co-développement énergétique pourrait inclure le partage de technologies, la mutualisation des recherches. Les pays de la région, confrontés aux mêmes défis, gagneraient à unir leurs forces pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures.

Face à l'extrême droite, la solidarité régionale comme rempart

La nouvelle guerre du Golfe, déclenchée par deux régimes d'extrême droite, n'est pas un conflit lointain. Elle aura des conséquences directes sur le quotidien des Réunionnais. Dans ce contexte, le repli sur soi n'est pas une solution. Au contraire, c'est en renforçant les liens de coopération avec nos voisins que nous pourrions bâtir une résilience durable.

Le co-développement n'est pas une utopie. C'est une stratégie concrète, déjà pensée et débattue, qui n'attend que la volonté politique pour être mise en œuvre. Les crises internationales, qu'elles soient économiques, sanitaires ou militaires, ne seront pas éradiquées du jour au lendemain. La Réunion doit sortir de sa dépendance et construire, avec Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles, un espace de solidarité et de prospérité partagée. C'est une question de survie économique, mais aussi de paix et de stabilité dans la région.

Il est temps de passer des discours aux actes. La nouvelle guerre du Golfe sonne comme un avertissement : l'autosuffisance alimentaire et énergétique de La Réunion ne peut plus attendre. Le co-développement est la clé de notre résilience.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

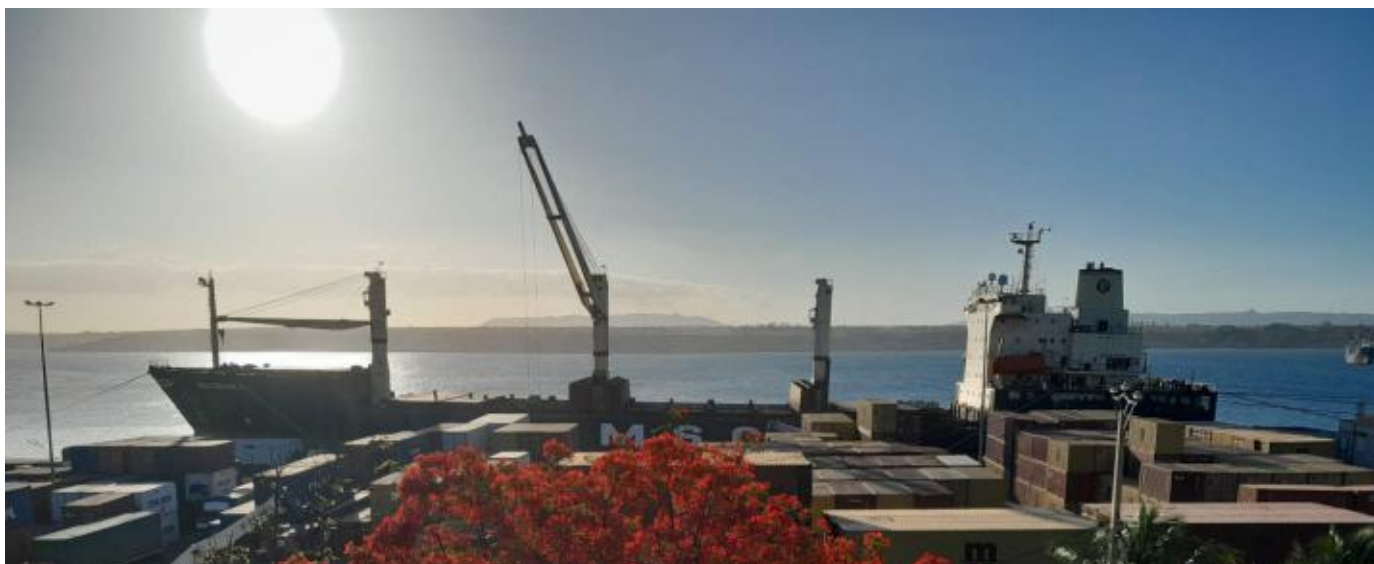
SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Déclaration d'intention signée à Paris pour moderniser le port

Antsiranana : le grand retour de la France



Antsiranana, ancienne base stratégique française, la ville redevient un pivot majeur de l'océan Indien. Derrière la modernisation du port et l'économie bleue, c'est le retour assumé d'un partenariat franco-malgache aux enjeux économiques, maritimes et géopolitiques.

L'histoire ne s'efface jamais totalement. À Antsiranana, elle refait surface. Ville qui abritait autrefois la plus importante base militaire française hors de France, elle redevient aujourd'hui un point fort de la coopération entre la France et Madagascar.

Jusqu'au milieu des années 1970, Diego-Suarez — nom colonial d'Antsiranana — constituait un pilier du dispositif militaire français dans le monde. La chute du régime pro-français de Philibert Tsiranana entraîna le départ des militaires français et leur transfert dans notre pays, La Réunion.

Cinquante ans plus tard, le vent tourne à nouveau.

En présence du Président de la Refondation de la République malgache Michaël Randrianirina et du Président de la République française Emmanuel Macron, une déclaration d'intention a été signée pour accompagner l'émergence d'un écosystème de l'économie bleue et renforcer les capacités portuaires d'Antsiranana. Ce texte s'inscrit dans la continuité de la coopération bilatérale, notamment au sein de la Commission de l'océan Indien.

La marine française de retour à Diego ?

La modernisation et l'extension du port civil visent

d'abord à dynamiser le Grand Nord malgache. Infrastructures rénovées, logistique optimisée, attractivité accrue : Antsiranana veut devenir un hub maritime de premier plan. L'économie bleue — pêche durable, valorisation des ressources marines, services portuaires — est présentée comme le moteur d'une nouvelle prospérité régionale.

Cependant, la montée en puissance du port aura aussi une conséquence claire : la capacité d'accueillir des navires militaires français. Il ne s'agit pas officiellement de recréer une base permanente. Mais dans un océan Indien traversé par les rivalités stratégiques, la présence de bâtiments de guerre français à Antsiranana revêt une dimension géopolitique majeure.

La France tente de se maintenir au large de l'Afrique, La Réunion et sa base militaire gratuite ne lui suffit pas alors qu'elle est incapable de gérer l'île comorienne de Mayotte. Madagascar, de son côté, cherche des partenaires capables d'accompagner son développement sans renoncer à sa souveraineté. Ce rapprochement traduit une recomposition assumée des équilibres.

Le retour de la France à Antsiranana n'est pas un simple souvenir réactivé. C'est un choix politique. Un pari sur l'avenir. Et peut-être, pour le Grand Nord malgache, l'ouverture de nouvelles opportunités.

M.M.

Oté

In dèrnyé kozman dsi Joseph Furcy Madeleine

Ziska dann dèrnyé lépizode « l'afèr Furcy » nou téi nonm lo moune Furcy toukour. Pou kossa ? Pou in bone rézon ké bann zésklav l'avé pwin lo non d'famiye é sa té marké dann kode noir — é Furcy lété dann lésklavaz a tor konm zizman la Kour roiyal la bien amontré.

Kan la koloni d'Maurice la rokonète son kalité d'om lib dann l'ané 1829 par-la — li la pran lo nom Madeleine. Donk i koné ali konm Joseph Furcy Madeleine mé pou La Rényon li lété touzour konsidéré konm in zésklav parti maron. Son kalité d'om lib dopi son néssans té rokoni apré son prossé dovan la Kour roiyal Zistiss é li la pran définitivman lo nom mwin la marke an-o la.

Joseph Furcy Madeleine la komanss fé d'zafèr pou son kont-avan lété pou lo kont la sèr Joseph Lory-mé inn foi ké laba dann Maurice son kalité d'om lib té rokon, li la pran lo métyé d'konfizèr é an tan k'konfizèr li la bien gagn sa vi. I fo dir dann péi Bourbon avèk son momon, épi laba dann Maurice li la bien aprann son métyé.

Aprés li la maryé, li la gingn zanfan épi konm mwin la fine dir li lé mor l'ané 1856, l'ané son soissante dizyèm l'aniverssèr. Mé dann tan fèr dé zafèr sa téi védir ashète zésklav ou ède aou é Furcy li ossi li l'ashète dè zésklav é banna té lib l'ané 1835 avèk l'abolission par langlètèr.

Avan ni tak baro ni pé dir wala in bon konba in prétandi zésklav l'amenn kont lo pouvoir kolonyal, é mi panss son konba i dové ète danzéré kan mi oi lo trètman bann zésklavaziss la fé sibir ali. Dizon banna l'avé pèr légzanp Furcy pars li lété in linjénu — kélk'in té lib é li téi koné pa. Alor kél légzanp pou toute bann zésklav pa déklaré ?

A bon antandèr salu !

Justin